

Coronavirus – Covid-19
Nouvelles mesures – point de situation

Le 15 mai 2020

Madame, Monsieur,

Les nouvelles :

- Reprise de l'accueil en formation : guide
- Chômage : des chiffres à relativiser
- Les mesures pour le secteur du tourisme
- Activité partielle : la Dares enquête
- Primes pour les personnels soignants et les agents publics
- Vers des revalorisations salariales ?
- Télétravail : des organisations syndicales font des propositions
- Guide de reprise des opérations amiante
- Agirc-Arrco : aide exceptionnelle
- Déclaration des heures d'activité partielle dans le BTP
- Prêt garanti par l'Etat : nouveaux bénéficiaires
- Secteur culturel : comment déconfiner ?
- Soutien à la pratique du vélo
- Actions en justice Covid : QPC sur les sanctions

1. Reprise de l'accueil en formation : recommandations et conseils

Depuis le 11 mai, les organismes de formation et les CFA peuvent rouvrir.

Pour cela, ils doivent mettre en œuvre les mesures du protocole national de déconfinement.

Pour les accompagner, le ministère du Travail publie un ensemble de recommandations et de conseils pour préparer la reprise de l'accueil.

Ce document doit constituer le cadre de recommandations à l'intérieur duquel les CFA et les organismes de formation devront définir les règles de mise en œuvre de la reprise de l'accueil physique, adaptées à leur réalité foncière et opérationnelle, et tenant compte à la fois des besoins des publics bénéficiaires de formation et de ceux des personnels dispensant les formations et les équipes supports.

Les recommandations portent sur le plan sanitaire et l'encadrement humain, l'organisation des enseignements et la priorisation des publics, l'organisation du sourcing et de l'orientation de la formation, la communication et la concertation des financeurs.

Ce document sera complété par le guide de la branche, prochainement publié.

[Reprise de l'accueil en formation - Recommandations et conseils à destination des acteurs intervenant dans le champ de l'apprentissage et la formation professionnelle continue](#)

2. Chômage : des chiffres à relativiser

L'Insee a publié les chiffres du chômage au premier trimestre 2020.

Entre janvier et mars, le nombre de chômeurs au sens du BIT diminue de 94 000, à 2,3 millions de personnes.

Le taux de chômage au sens du BIT baisse ainsi sur le trimestre de 0,3 point, à 7,8 % de la population active en France (hors Mayotte), après -0,3 point le trimestre précédent. Il est inférieur de 0,9 point à son niveau du premier trimestre 2019. En France métropolitaine, il s'établit à 7,6 %.

Le taux de chômage diminue pour toutes les tranches d'âge, et plus fortement pour les hommes (-0,5 point) que pour les femmes (-0,1 point).

Mais l'Insee signale que cette décrue résulte d'un fort recul du nombre de personnes sans emploi se déclarant disponibles ou en recherche d'active d'emploi pendant le confinement.

La baisse du chômage ne traduit ainsi pas une amélioration du marché du travail. D'ailleurs, sous l'effet des premières semaines du confinement, le sous-emploi a bondi de 2,7 points en moyenne pour concerner 8 % des personnes en emploi, un niveau jamais mesuré.

Cela résulte directement de l'essor du chômage partiel.

[Insee - Au premier trimestre 2020, le marché du travail à l'épreuve de la crise sanitaire](#)

3. Les mesures pour le secteur du tourisme

Au terme de la réunion du comité interministériel du tourisme, le Premier ministre a détaillé les mesures d'un plan en faveur du secteur.

Pour les entreprises du tourisme et de l'évènementiel, l'activité partielle continuera de s'appliquer jusqu'à fin septembre 2020, dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui.

Au-delà, le dispositif pourrait demeurer ouvert mais dans des conditions qui seraient revues.

Les cotisations sociales correspondant à la période allant du mois de mars au mois de juin seraient exonérées pour les TPE et PME du secteur des hôtels, cafés et restaurants, du secteur du tourisme et de l'évènementiel culturel et sportif pendant la période de fermeture.

L'exonération sera automatique.

Les entreprises de taille intermédiaire et les grandes entreprises de ces secteurs pourront bénéficier d'étalements de charges et, au cas par cas, obtenir des annulations.

Il y aura un crédit de cotisation égal à 20 % des salaires versés depuis février.

Afin de soutenir la demande, le plafond d'utilisation des titres-restaurants sera doublé, passant de 19 à 38 € à compter de la réouverture des restaurants, qui pourrait intervenir le 2 juin dans les zones « vertes ».

Les titres pourront être utilisés aussi le week-end et les jours fériés.

Des protocoles sanitaires seront bientôt publiés : des fiches conseils « travail en cuisine » et « serveurs » ainsi que des guides métiers élaborés pour l'activité hôtellerie-café-restauration, les campings et hébergement collectif, les gîtes, les meublés de tourisme et hébergement chez les particuliers, les offices de tourisme et assimilés, les parcs de loisirs, d'attraction et culturels et de l'œnotourisme.

Pour faciliter l'emploi de saisonniers, la plateforme des métiers et d'orientation pour le tourisme, annoncée l'an passé, sera mise en place à la mi-juin.

Un accès étendu et élargi au fonds de solidarité sera assuré au secteur.

Enfin, toutes les mesures et l'information correspondante seront disponibles via un guichet unique numérique sur le site « Plan Tourisme ».

Le coût de ce plan est estimé à 18 milliards d'euros.

[Source AEF](#)

4. Activité partielle : la Dares enquête

La Dares conduit une consultation auprès des entreprises afin d'estimer le recours à l'activité partielle.

Des entreprises ayant déposé des demandes d'autorisation d'activité partielle pour le mois d'avril seront consultées à la mi-mai.

Trois questions leur seront adressées par courriel. Les réponses seront exploitées en interne à la Dares.

L'objectif est de fournir au ministère une estimation du recours à l'activité partielle au mois d'avril pour lui permettre d'adapter son action.

[Dares - Consultation auprès des entreprises sur l'activité partielle](#)

5. Primes pour les personnels soignants et les agents publics

Les décrets relatifs aux primes exceptionnelles versées aux agents mobilisés dans le cadre de l'épidémie sont publiés.

Une prime exceptionnelle est attribuée à l'ensemble des professionnels des établissements publics de santé, des hôpitaux des armées et de l'Institution nationale des invalides quelle que soit leur filière professionnelle et quel que soit leur statut.

Elle bénéficie également aux étudiants en médecine de deuxième cycle et aux internes en stage sur la période.

Le montant de la prime s'élève à 1 500 euros pour les professionnels des établissements situés dans les départements les plus touchés par l'épidémie (premier groupe de départements), ceux impliqués dans un certain nombre d'établissements du reste du territoire et ceux relevant du ministère des armées et de l'Institution nationale des invalides ou à 500 euros pour ceux des établissements des autres départements (second groupe de départements).

Par dérogation, les chefs d'établissement situés dans le second groupe de départements peuvent relever à 1 500 euros le montant de la prime pour les services ou agents impliqués dans la prise en charge de patients contaminés ou mobilisés par les circonstances exceptionnelles d'exercice, induites par la gestion sanitaire de la pandémie.

La prime est versée aux personnes qui ont exercé leurs fonctions de manière effective, y compris en télétravail, entre le 1er mars et le 30 avril 2020.

Le montant est réduit de 50 % en cas d'absence d'au moins 15 jours calendaires sur la période.

Toutefois, les absences liées à un congé maladie, un accident du travail ou une maladie professionnelle sont neutralisées dès lors que ces trois motifs bénéficient d'une présomption d'imputabilité au virus.

[Décret n° 2020-568 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle aux agents des établissements publics de santé et à certains agents civils et militaires du ministère des armées et de l'Institution nationale des invalides dans le cadre de l'épidémie de covid-19](#)

En outre, un décret permet à l'Etat, aux collectivités territoriales et aux établissements publics de verser une prime exceptionnelle aux personnels ayant été soumis à des sujétions exceptionnelles dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de covid-19 pour assurer la continuité des services publics.

Les établissements sociaux et médico-sociaux (ex : EHPAD) ne sont pas concernés car un décret règlera les modalités spécifiques de versement d'une prime exceptionnelle.

Les travailleurs éligibles à la prime sont les magistrats de l'ordre judiciaire, les fonctionnaires et agents contractuels de droit public de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et groupements d'intérêt public, les militaires, les personnels contractuels de droit privé des établissements publics, les personnels civils et militaires employés par l'Etat ou par ses établissements publics à caractère administratif en service à l'étranger, les personnels contractuels recrutés par les services de l'Etat à l'étranger sur des contrats de travail soumis au droit local, les fonctionnaires mis à disposition d'une administration.

Sont considérés comme particulièrement mobilisés les personnels pour lesquels l'exercice des fonctions a, en raison des sujétions exceptionnelles auxquelles ils ont été soumis pour assurer la continuité du fonctionnement des services, conduit à un surcroît significatif de travail, en présentiel ou en télétravail ou assimilé.

La prime exceptionnelle est cumulable avec tout autre élément de rémunération lié à la manière de servir, à l'engagement professionnel, aux résultats ou à la performance ou versé en compensation des heures supplémentaires, des astreintes et interventions dans le cadre de ces astreintes.

Le montant de cette prime est déterminé par l'employeur dans la limite d'un plafond de 1 000 euros.

Il est modulable en fonction de la durée de la mobilisation des agents avec trois montants possibles : 330 euros, 660 euros, 1 000 euros.

[Décret n° 2020-570 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle à certains agents civils et militaires de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

Ces primes exceptionnelles sont exonérées de cotisations et contributions sociales ainsi que d'impôt sur le revenu.

Elles ne peuvent pas être cumulées avec d'autres primes exceptionnelles, notamment la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat.

6. Vers des revalorisations salariales ?

Interrogée sur France 2, la ministre du Travail a annoncé qu'elle convoquerait toutes les branches professionnelles concernées par le travail « en première ligne » pendant l'épidémie afin d'évoquer avec elles la nécessité de revaloriser des métiers.

Muriel Pénicaud a cité les caissiers, les manutentionnaires, les chauffeurs livreurs ou encore les éboueurs.

Privilégiant la négociation au niveau des branches, elle a écarté l'hypothèse d'une hausse franche du SMIC.

[Source Les Echos](#)

7. Télétravail : des organisations syndicales font des propositions

Dans un communiqué commun, la CFDT, la CFTC et l'Unsa ont présenté des préconisations en vue d'une future négociation interprofessionnelle sur le télétravail.

Ces syndicats souhaitent que le télétravail imposé demeure limité aux circonstances exceptionnelles telles que nous les connaissons.

En dehors de ces cas, le télétravail occasionnel comme régulier devrait demeurer soumis au volontariat de l'entreprise et du salarié.

Une alternance télétravail / travail en présentiel est privilégiée, afin d'éviter l'isolement et la perte de lien social.

Le télétravail pourrait se dérouler en d'autres lieux que le domicile.

Les signataires pointent la nécessité que l'employeur mette à la disposition des salariés les outils technologiques nécessaires et adapte ses pratiques managériales pour réguler la charge de travail, mettre en place un droit à la déconnexion et ne pas augmenter la charge mentale.

Alors que le télétravail peut être perçu comme un moyen d'économiser sur les locaux de l'entreprise, les syndicats soulignent que ces réorganisations doivent être concertées afin d'aborder les conditions de travail dans les espaces de travail reconfigurés et des conditions améliorées de télétravail.

[Source Les Echos](#)

8. Guide de la reprise des opérations amiante

La Direction générale du travail (DGT), en collaboration avec les réseaux des risques particuliers amiante (RRPA) des Direccte Pays de la Loire et Occitanie, a élaboré un guide à destination des entreprises prenant en charge une ou plusieurs opérations exposant à l'amiante, afin de les informer des points de vigilance à avoir durant l'épidémie, préalablement à l'engagement de ces travaux mais également durant leur réalisation.

Ce guide vise à compléter ceux établis par les branches professionnelles et notamment le guide OPPBTP.

Pour ce type d'opérations, contrairement aux préconisations applicables de façon générale, les entreprises sont notamment encouragées à mettre en place des questionnaires de santé pour refuser l'accès à tout travailleur présentant des symptômes.

[Points de vigilance pour permettre la reprise des opérations amiante à la suite du confinement rendu nécessaire pour l'épidémie de covid-19](#)

9. Agirc-Arrco : aide exceptionnelle

L'action sociale du régime Agirc-Arrco crée une aide exceptionnelle d'urgence pour les salariés cotisants connaissant des difficultés d'ordre financier.

Cette aide sera allouée en une fois et pourra atteindre 1 500 € en fonction de la situation du demandeur.

Le demandeur (salarié ou dirigeant salarié) devra transmettre à sa caisse de retraite complémentaire un formulaire de demande d'intervention sociale simplifiée et fournir une déclaration sur l'honneur précisant sa situation et décrivant ses difficultés financières.

Une enveloppe globale de 200 millions d'euros est consacrée à ce dispositif.

[L'Agirc-Arrco met en place une aide exceptionnelle dédiée aux salariés](#)

10. Déclaration des heures d'activité partielle dans le BTP

Le GIP-MDS, chargé de la maîtrise d'ouvrage de la DSN, apporte des précisions sur la déclaration des heures d'activité partielle et des heures de chômage-intempéries dans le secteur du BTP.

Ces deux régimes doivent être bien distingués puisqu'ils n'ont pas le même champ d'application, l'activité partielle visant des difficultés conjoncturelles, le chômage intempéries s'attachant lui aux conditions météorologiques.

Les heures d'activité partielle ou de chômage intempéries sont à déclarer en DSN dans un bloc « Rémunération - S21.G00.51 », avec un « Type - S21.G00.51.011 » correspondant aux valeurs suivantes :

- 019 - Heures d'activité partielle ;
- 025 - Heures correspondant à du chômage intempéries.

Pour les déclarations faites avant 2021 avec la valeur « 014 - Heures correspondant à du chômage sans rupture de contrat ou du chômage intempéries », les régularisations devront être effectuées en utilisant les codes correspondant aux données à régulariser, à savoir les codes 019 ou 025.

Le code 014 est en effet désormais réservé aux cas ne faisant pas l'objet d'une indemnité par l'activité partielle.

[Source RF MyActu](#)

11.Prêt garanti par l'Etat : nouveaux bénéficiaires

Depuis un arrêt du 6 mai 2020, le bénéfice du prêt garanti par l'Etat a été étendu aux :

- sociétés civiles immobilières de construction-vente ;
- sociétés civiles immobilières dont le patrimoine est majoritairement constitué de monuments historiques classés ou inscrits comme tels, et qui collectent des recettes liées à l'accueil du public pour ces sociétés ; la condition liée au chiffre d'affaires est appréciée au regard des seules recettes liées à l'accueil du public ;
- sociétés civiles immobilières dont le capital est intégralement détenu par des organismes de placement immobilier, par certaines sociétés civiles de placement immobilier ou par des organismes de placement collectif immobilier ;
- entreprises soumises à une procédure collective ouverte à partir du 1^{er} janvier 2020 ;
- jeunes entreprises innovantes.

386 000 entités ont déjà bénéficié du PGE.

[Prêt garanti par l'Etat : élargissement à de nouveaux bénéficiaires](#)

12.Secteur culturel : comment déconfiner ?

Afin de favoriser la réouverture progressive au public des bibliothèques territoriales, librairies, musées, monuments et services d'archives, ainsi que le redémarrage des chantiers d'archéologie préventive sur l'ensemble du territoire, le ministère de la Culture a conçu avec les professionnels des documents d'aide, sans valeur contraignante.

Ces guides visent à accompagner les structures pour leur reprise d'activité et la réouverture au public.

[Déconfinement : aide pour la reprise d'activité et la réouverture au public](#)

13.Soutien à la pratique du vélo

La ministre de la Transition écologique a annoncé un plan de 20 millions d'euros pour inciter les Français à utiliser le vélo pour se déplacer.

Ce plan comprend notamment un « Coup de pouce vélo » avec la prise en charge exceptionnelle jusqu'à 50 euros HT de la remise en état d'un vélo au sein d'un réseau de réparateurs référencés.

La plateforme coupdepoucevelo.fr est accessible au grand public depuis le 11 mai. Après trois jours de fonctionnement : 3 200 ateliers de réparation se sont inscrits et plusieurs milliers de vélos ont d'ores et déjà été réparés.

Pour renforcer ce plan, le ministère lance une Académie des métiers du vélo, portée par la Fédération des usagers de la bicyclette (FUB) et soutenue à hauteur de 8 millions d'euros sur la période 2020-2022.

L'objectif est de développer des guides techniques, une plateforme web et des supports de formation, mais aussi de former des experts du vélo de tous les niveaux (mécaniciens, formateurs...).

Cette Académie accompagnera la formation de 250 nouveaux mécaniciens pour répondre à la demande de réparations. La formation, d'une durée de 20 jours, permettra aux apprentis mécaniciens d'acquérir un socle de compétences, utilisables immédiatement.

Dès l'année prochaine, cette opération permettra de former 500 mécaniciens vélos certifiés par an dans l'objectif d'accompagner dans la durée une filière de formation aux métiers du vélo. Cette formation s'appuiera sur l'Institut National du Cycle et du Motorcycle (INCM), un organisme de référence dans le domaine de la formation aux métiers du deux roues, dirigé par le CNPA filière deux roues.

[Déconfinement : Elisabeth Borne lance une Académie des métiers du vélo, notamment pour former des mécaniciens en réponse à la demande croissante en réparations](#)

14.Actions en justice Covid : QPC sur les sanctions

La chambre criminelle de la Cour de cassation a renvoyé au Conseil constitutionnel trois questions prioritaires de constitutionnalité portant sur le quatrième alinéa de l'article L. 3136-1 du code de la santé publique, relatif aux sanctions applicables en cas de verbalisation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, pour méconnaissance des mesures prises au titre de l'urgence sanitaire.

Ces faits sont punis de 6 mois d'emprisonnement, de 3 750 € d'amende, de la peine complémentaire de travail d'intérêt général et de la peine complémentaire de suspension du permis de conduire lorsque l'infraction a été commise à l'aide d'un véhicule.

Le Conseil constitutionnel devra juger si ce texte porte atteinte au principe de légalité des délits, à l'exigence pour le législateur d'épuiser sa propre compétence, au principe de présomption d'innocence, au recours effectif, aux droits de la défense ainsi qu'au principe de nécessité et de proportionnalité des peines.

En effet, le législateur a créé un délit caractérisé par la répétition de simples verbalisations réprimant la méconnaissance d'obligations ou d'interdictions dont le contenu pourrait n'être pas défini de manière suffisamment précise dans la loi qui renvoie à un décret du Premier ministre.

[Arrêt n°867 du 13 mai 2020 \(20-90.003\)](#)

[Arrêt n°868 du 13 mai 2020 \(20-90.004\)](#)

[Arrêt n°869 du 13 mai 2020 \(20-90.006\)](#)

15.L'intégrale (ou presque) des textes relatifs aux mesures sociales liées au COVID-19

NB : nous actualisons en ce moment la liste de nos références. Certains liens peuvent dysfonctionner ou certaines dispositions peuvent avoir été abrogées

Informations officielles sur l'épidémie

- ✓ <https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus>

Lois

- ✓ [Loi de finances rectificative](#)
- ✓ [Loi de finances rectificative 2](#)
- ✓ [Loi ordinaire d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19](#)
- ✓ [Loi organique d'urgence](#)
- ✓ [Loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions](#) »

Ordonnances

- ✓ [Ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période](#)
- ✓ [Ordonnance n° 2020-309 du 25 mars 2020 relative à la garantie de financement des établissements de santé et aux régimes complémentaires obligatoires de sécurité sociale](#)
- ✓ [Ordonnance n° 2020-310 du 25 mars 2020 portant dispositions temporaires relatives aux assistants maternels et aux disponibilités d'accueil des jeunes enfants](#)
- ✓ [Ordonnance n° 2020-311 du 25 mars 2020 relative à l'adaptation temporaire des règles d'instruction des demandes et d'indemnisation des victimes par l'Office national d'indemnisation des victimes d'accidents médicaux, des affections](#)

[iatrogènes et des infections nosocomiales et par le Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante](#)

- ✓ [Ordonnance n° 2020-312 du 25 mars 2020 relative à la prolongation de droits sociaux](#)
- ✓ [Ordonnance n° 2020-313 du 25 mars 2020 relative aux adaptations des règles d'organisation et de fonctionnement des établissements sociaux et médico-sociaux](#)
- ✓ [Ordonnance n° 2020-322 du 25 mars 2020 adaptant temporairement les conditions et modalités d'attribution de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail et modifiant, à titre exceptionnel, les dates limites et les modalités de versement des sommes versées au titre de l'intéressement et de la participation](#)
- ✓ [Ordonnance n° 2020-323 du 25 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière de congés payés, de durée du travail et de jours de repos](#)
- ✓ [Ordonnance n° 2020-324 du 25 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421 2 du code du travail](#)
- ✓ [Ordonnance n° 2020-328 du 25 mars 2020 portant prolongation de la durée de validité des documents de séjour](#)
- ✓ [Ordonnance n° 2020-385 du 1er avril 2020 modifiant la date limite et les conditions de versement de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat](#)
- ✓ [Ordonnance n° 2020-386 du 1er avril 2020 adaptant les conditions d'exercice des missions des services de santé au travail à l'urgence sanitaire et modifiant le régime des demandes préalables d'autorisation d'activité partielle](#)
- ✓ [Ordonnance n° 2020-387 du 1er avril 2020 portant mesures d'urgence en matière de formation professionnelle](#)
- ✓ [Ordonnance n° 2020-388 du 1er avril 2020 relative au report du scrutin de mesure de l'audience syndicale auprès des salariés des entreprises de moins de onze salariés et à la prorogation des mandats des conseillers prud'hommes et membres des commissions paritaires régionales interprofessionnelles](#)
- ✓ [Ordonnance n° 2020-389 du 1er avril 2020 portant mesures d'urgence relatives aux instances représentatives du personnel](#)
- ✓ [Ordonnance n° 2020-405 du 8 avril 2020 portant diverses adaptations des règles applicables devant les juridictions de l'ordre administratif](#)
- ✓ [Ordonnance n° 2020-428 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)
- ✓ [Ordonnance n° 2020-427 du 15 avril 2020 portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)
- ✓ [Ordonnance n° 2020-430 du 15 avril 2020 relative à la prise de jours de réduction du temps de travail ou de congés dans la fonction publique de l'Etat et la fonction publique territoriale au titre de la période d'urgence sanitaire](#)
- ✓ [Ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)
- ✓ [Ordonnance n° 2020-507 du 2 mai 2020 adaptant temporairement les délais applicables pour la consultation et l'information du comité social et économique afin de faire face à l'épidémie de covid-19](#)

Questions-réponses thématiques

- ✓ [Questions-réponses prime exceptionnelle et épargne salariale](#)

- ✓ [Questions-réponses Mesures de prévention dans l'entreprise contre le COVID-19 - Masques](#)
- ✓ [Questions-réponses service de santé au travail](#)
- ✓ [Questions-réponses responsabilité de l'employeur - droit de retrait](#)
- ✓ [Questions-réponses télétravail](#)
- ✓ [Questions-réponses mesures de prévention hors Covid](#)
- ✓ [Questions-réponses garde d'enfants et personnes vulnérables](#)
- ✓ [Questions-réponses indemnisation chômage](#)
- ✓ [Questions-réponses formation professionnelle](#)
- ✓ [Questions-réponses apprentissage](#)
- ✓ [Questions-réponses FNE-Formation](#)
- ✓ [Questions-réponses activité partielle](#)
- ✓ [Questions-réponses adaptation de l'activité, congés, mise à disposition](#)
- ✓ [Questions-réponses dialogue social au sein de l'entreprise](#)
- ✓ [Questions-réponses embauche, démission, sanctions, licenciement](#)
- ✓ [Questions-réponses employeurs inclusifs](#)
- ✓ [Questions-réponses fonds social européen](#)

Organisation du travail

- ✓ [Anact : coronavirus quels enjeux de conditions de travail](#)
- ✓ [INRS : COVID-19 et entreprises – foire aux questions](#)
- ✓ [Mise à disposition](#)
- ✓ [Quelles mesures l'employeur doit-il prendre pour protéger ses salariés ?](#)
- ✓ [Sécurité et santé des travailleurs : les obligations générales de l'employeur et sa responsabilité](#)
- ✓ [Guide du télétravail pour les franciliens](#)
- ✓ [Protocole national de déconfinement pour les entreprises pour assurer la santé et la sécurité des salariés](#)

Dialogue social

- ✓ [Décret n° 2020-419 du 10 avril 2020 relatif aux modalités de consultation des instances représentatives du personnel pendant la période de l'état d'urgence sanitaire](#)
- ✓ [Décret n° 2020-441 du 17 avril 2020 relatif aux délais d'extension des accords de branche ayant pour objet de faire face aux conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19](#)
- ✓ [Décret n° 2020-508 du 2 mai 2020 adaptant temporairement les délais relatifs à la consultation et l'information du comité social et économique afin de faire face aux conséquences de la propagation de l'épidémie de covid-19](#)
- ✓ [Décret n° 2020-509 du 2 mai 2020 fixant les modalités d'application des dispositions du I de l'article 9 de l'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 modifiée portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

Inspection du travail

- ✓ [Instruction DGT du 17 mars 2020 relative au traitement des demandes d'autorisation de licenciement ou de transfert du contrat de travail des salariés](#)

[protégés durant la période crise liée à la pandémie covid-19 ainsi qu'à l'instruction des recours hiérarchiques](#)

- ✓ [Note DGT du 30 mars 2020 relative aux modalités d'intervention du système d'inspection du travail dans les entreprises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](#)
- ✓ [Instruction DGT du 7 avril 2020 relative au traitement des demandes d'autorisation de rupture ou de transfert du contrat de travail des salariés protégés durant la période de l'état d'urgence justifié par la pandémie COVID-19, ainsi qu'à l'instruction des recours hiérarchiques contre les décisions prises dans ce domaine](#)

Organisation juridictionnelle

- ✓ [Circulaire de présentation des dispositions du titre I de l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période](#)
- ✓ [Circulaire de présentation de l'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété.](#)

Santé au travail

- ✓ [Instruction DGT du 17 mars 2020 relative au fonctionnement des services de santé au travail pendant l'épidémie de Covid 19](#)
- ✓ [Instruction DGT du 2 avril 2020 relative à l'activité des services de santé au travail inter-entreprises et de leurs personnels pendant l'épidémie de Covid-19](#)
- ✓ [Décret n° 2020-410 du 8 avril 2020 adaptant temporairement les délais de réalisation des visites et examens médicaux par les services de santé au travail à l'urgence sanitaire](#)

Fiches métier

- | | |
|--|---|
| ✓ <u>Suspicion de contamination</u> | ✓ <u>Travail sur un chantier de jardins espaces verts</u> |
| ✓ <u>Gestion des locaux communs et vestiaires</u> | ✓ <u>Travail en pharmacie</u> |
| ✓ <u>Travail dans l'intérim</u> | ✓ <u>Travail en boucherie, charcuterie, traiteur</u> |
| ✓ <u>Travail dans l'arboriculture</u> | ✓ <u>Travail en drive</u> |
| ✓ <u>Travail dans le maraîchage</u> | ✓ <u>Travail en caisse</u> |
| ✓ <u>Travail circuit court - amap - vente à la ferme</u> | ✓ <u>Travail dans un commerce de détail alimentaire</u> |
| ✓ <u>Activités agricoles</u> | ✓ <u>Commerce de détail non alimentaire</u> |
| ✓ <u>Chantiers de travaux agricoles</u> | ✓ <u>Vendeur conseil</u> |
| ✓ <u>Travail saisonnier</u> | ✓ <u>Travail en boulangerie</u> |
| ✓ <u>Activité viticole et/ou de vinification</u> | ✓ <u>Travail dans la restauration collective ou la vente à emporter</u> |
| ✓ <u>Travail dans la conchyliculture et la mytiliculture</u> | ✓ <u>Travail dans l'hôtellerie - femme et valet de chambre</u> |
| ✓ <u>Travail en cabinet vétérinaire</u> | ✓ <u>Réceptionniste ou veilleur de nuit</u> |
| ✓ <u>Travail filière cheval</u> | ✓ <u>Travail en animalerie</u> |
| ✓ <u>Travail dans l'élevage</u> | |
| ✓ <u>Travail en abattoir</u> | |

- ✓ [Prestataire d'entretien de locaux](#)
- ✓ [Travail dans la collecte des ordures ménagères](#)
- ✓ [Employé de centre de tri ou d'incinération](#)
- ✓ [Travail dans la blanchisserie industrielle](#)
- ✓ [Agent de maintenance](#)
- ✓ [Location de matériel et d'engins](#)
- ✓ [Plombier - Installateur sanitaire](#)
- ✓ [Travail dans le dépannage - Intervention à domicile](#)
- ✓ [Travail dans une station-service](#)
- ✓ [Travail dans un garage](#)
- ✓ [Ouvrier de production](#)
- ✓ [Personnels de bureau rattachés à la production](#)
- ✓ [Bureaux de contrôle, de vérification, de diagnostic](#)
- ✓ [Préparateur de commande dans un entrepôt logistique](#)
- ✓ [Chauffeur livreur](#)
- ✓ [Taxi ou conducteur de VTC](#)
- ✓ [Aide à domicile](#)
- ✓ [Conseiller clientèle et/ou personnel d'accueil dans le secteur de la banque](#)
- ✓ [Opérateur en centre d'appels](#)
- ✓ [Agent de sécurité](#)
- ✓ [Agent funéraire](#)
- ✓ [Guide des bonnes pratiques du transport routier de marchandises et des prestations logistiques](#)
- ✓ [Bonnes pratiques à destination des employeurs et salariés des entreprises de transport de fonds et traitement de valeurs pour prévenir la propagation du COVID-19](#)
- ✓ [Bonnes pratiques à destination des employeurs et salariés des services de l'automobile, du cycle et du motorcycle en cas de crise sanitaire](#)
- ✓ [Guide plan de continuité activité - Filière bois COVID-19](#)
- ✓ [Guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction en période d'épidémie de coronavirus COVID-19](#)
- ✓ [Guide de bonnes pratiques sanitaires et continuité de l'activité tuiles et briques](#)
- ✓ [Guide des précautions sanitaires carrières transformation de pierre de taille](#)
- ✓ [Guide de bonnes pratiques sanitaires et continuité activité industries extraction et transformation gypse anhydrite minéraux industriels chaux plâtre](#)
- ✓ [Guide des précautions sanitaires et continuité activité mortiers industriels adjuvants agents de démoulage et produits de cure](#)
- ✓ [Guide des bonnes pratiques de sécurité sanitaire pour la continuité d'activité des agences des distributeurs de l'approvisionnement du bâtiment second oeuvre et de l'industrie](#)
- ✓ [Guide de bonnes pratiques pour assurer la santé et la sécurité des travailleurs de l'industrie cimentière](#)
- ✓ [Guide de bonnes pratiques de sécurité sanitaire pour la branche de la coiffure](#)
- ✓ [Guide sanitaire d'opérateurs de réseaux d'électricité et de gaz](#)
- ✓ [Guide de recommandations de sécurité sanitaire dans les professions de l'ingénierie, du numérique, du conseil, de l'événementiel et de la formation professionnelle](#)

URSSAF

- ✓ [FAQ Urssaf](#)
- ✓ [Communiqué URSSAF absence de prélèvement de l'échéance mensuelle du 20 mars](#)
- ✓ [Communiqué Acof du 23 mars](#)
- ✓ [Urssaf report échéances 15 avril](#)
- ✓ [Urssaf : action sociale pour les travailleurs indépendants](#)
- ✓ [Urssaf : des mesures exceptionnelles pour l'échéance du 20 avril](#)

Economie / Impôt

- ✓ [Communiqué du ministère de l'économie sur les mesures d'aide aux entreprises en matière de cotisations sociales et d'impôt](#)
- ✓ [FAQ MINEFI](#)
- ✓ [Tenir son AG et respecter les délais comptables dans le contexte de la crise du Covid-19](#)
- ✓ [Prêt garanti par l'Etat](#)
- ✓ [Engagement de responsabilité pour les grandes entreprises bénéficiant de mesures de soutien en trésorerie](#)
- ✓ [Plan de soutien aux entreprises françaises exportatrices](#)
- ✓ [Décret n° 2020-378 du 31 mars 2020 relatif au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19](#)
- ✓ [Décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)
- ✓ [Décret n° 2020-394 du 2 avril 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)
- ✓ [Décret n° 2020-433 du 16 avril 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)
- ✓ [Décret n° 2020-552 du 12 mai 2020 modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation](#)

Formation - apprentissage

- ✓ [Mise à disposition des CFA et des organismes de formation d'outils et de contenus pédagogiques à distance permettant de garantir la continuité de l'activité de formation](#)
- ✓ [Questions-réponses apprentissage](#)
- ✓ [Questions-réponses formation professionnelle](#)

- ✓ [Questions-réponses CPF](#)
- ✓ [Questions-réponses projet de transition professionnelle](#)
- ✓ [Guide GARF, Former ses salariés pendant la pandémie](#)
- ✓ [Instruction DGEFP du 9 avril 2020 relative au renforcement du FNE-Formation dans le cadre de la crise du Covid-19](#)
- ✓ [Convention FNE Formation](#)
- ✓ [Demande subvention FNE Formation](#)
- ✓ [Questions-réponses FNE-Formation](#)
- ✓ [Adaptations de l'organisation de la session d'examens 2020 dans le cadre de la crise sanitaire](#)
- ✓ [Reprise de l'accueil en formation - Recommandations et conseils à destination des acteurs intervenant dans le champ de l'apprentissage et la formation professionnelle continue](#)

Stagiaires

- ✓ [Convention de stage à distance](#)
- ✓ [Avenant convention de stage \(français\)](#)
- ✓ [Avenant convention de stage \(anglais\)](#)
- ✓ [Plan de continuité pédagogique](#)

Activité partielle

- ✓ [Circulaire DGEFP n°2013-12 du 12 juillet 2013 relative à la mise en œuvre de l'activité partielle et documentation technique](#)
- ✓ [Arrêté du 26 août 2013 fixant les contingents annuels d'heures indemnisables](#)
- ✓ [Arrêté du 31 mars 2020 modifiant le contingent annuel d'heures indemnisables au titre de l'activité partielle pour l'année 2020](#)
- ✓ [Décret n° 2020-325 du 25 mars 2020 relatif à l'activité partielle](#)
- ✓ [Version consolidée du décret](#)
- ✓ [Ordonnance n° 2020-346 du 27 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle](#)
- ✓ [Décret n° 2020-435 du 16 avril 2020 portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle](#)
- ✓ [Décret n° 2020-522 du 5 mai 2020 complétant le décret n° 2020-435 du 16 avril 2020 portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle](#)
- ✓ [Notice DGEFP](#)
- ✓ [Communiqué sanctions activité partielle](#)
- ✓ [Urssaf activité partielle](#)
- ✓ [Position de place couverture complémentaire](#)
- ✓ [Consigne technique couverture complémentaire](#)
- ✓ [Questions-réponses activité partielle](#)
- ✓ [Simulateur de calcul activité partielle](#)
- ✓ [Formation professionnelle des salariés en activité partielle](#)

Arrêt maladie

- ✓ [Décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus](#)

- ✓ [Décret n° 2020-193 du 4 mars 2020 relatif au délai de carence applicable à l'indemnité complémentaire à l'allocation journalière pour les personnes exposées au coronavirus](#)
- ✓ [Décret n° 2020-434 du 16 avril 2020 relatif à l'adaptation temporaire des délais et modalités de versement de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail](#)
- ✓ [Décret n° 2020-459 du 21 avril 2020 modifiant le décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus](#)
- ✓ [Décret n° 2020-520 du 5 mai 2020 modifiant le décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus](#)
- ✓ [Décret n° 2020-521 du 5 mai 2020 définissant les critères permettant d'identifier les salariés vulnérables présentant un risque de développer une forme grave d'infection au virus SARS-CoV-2 et pouvant être placés en activité partielle au titre de l'article 20 de la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020](#)
- ✓ [Décret n° 2020-549 du 11 mai 2020 fixant les conditions temporaires de prescription et de renouvellement des arrêts de travail par le médecin du travail](#)
- ✓ [Arrêt maladie pour salariés sans possibilité de télétravail présentant un risque élevé](#)
- ✓ [Communiqué - Personnes vulnérables et salariés en arrêt pour garde d'enfant : un nouveau dispositif simple et protecteur](#)
- ✓ [Arrêt garde d'enfants au 1er mai](#)
- ✓ [Arrêt personnes vulnérables au 1er mai](#)
- ✓ [Délivrance et indemnisation des avis d'arrêt de travail dans le cadre du Covid-19](#)
- ✓ [Ministère du Travail - Les arrêts de travail dérogatoires basculent en activité partielle au 1er mai](#)

CNIL

- ✓ [Mise en place télétravail](#)
- ✓ [Bonnes pratiques télétravail](#)
- ✓ [Les conseils de la CNIL pour utiliser les outils de visioconférence](#)
- ✓ [Les relations avec la CNIL pendant l'état d'urgence sanitaire](#)
- ✓ [Délibération n° 2020-046 du 24 avril 2020 portant avis sur un projet d'application mobile dénommée « StopCovid »](#)
- ✓ [Coronavirus \(COVID-19\) : les rappels de la CNIL sur la collecte de données personnelles par les employeurs](#)

Fonction publique

- ✓ [Questions-réponses fonction publique](#)
- ✓ [Questions – réponses sur ordonnance n° 2020-430 du 15 avril 2020 relative à la prise de jours de réduction du temps de travail ou de congés dans la fonction publique de l'Etat et la fonction publique territoriale au titre de la période d'urgence sanitaire](#)
- ✓ [Réunions à distance des instances de dialogue social](#)

- ✓ [Olivier Dussopt annonce quatre mesures pour accompagner la reprise d'activités pour accompagner la reprise d'activités des agents publics dans le cadre de la sortie du confinement](#)
- ✓ [Décret n° 2020-524 du 5 mai 2020 modifiant le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature](#)
- ✓ [Arrêté du 11 mai 2020 relatif à la mise en œuvre de dispositions temporaires en matière de compte épargne-temps dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19](#)
- ✓ [Décret n° 2020-568 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle aux agents des établissements publics de santé et à certains agents civils et militaires du ministère des armées et de l'Institution nationale des invalides dans le cadre de l'épidémie de covid-19](#)
- ✓ [Décret n° 2020-570 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle à certains agents civils et militaires de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de covid-19](#)

Restrictions - déplacements

- ✓ [Arrêté du 12 mai 2020 fixant le modèle de déclaration de déplacement hors du département et à plus de 100 kilomètres du lieu de résidence](#)
- ✓ [Déclaration de déplacement](#)
- ✓ [Arrêté du 12 mai 2020 portant réglementation temporaire de l'accès aux transports publics collectifs et à leurs espaces attenants en Île-de-France](#)
- ✓ [Attestation de déplacement professionnel en transport public collectif en Ile-de-France](#)
- ✓ [Attestation dérogatoire usage des transports publics collectifs en Ile-de-France](#)

Employeurs inclusifs - handicap

- ✓ [Questions-réponses employeurs inclusifs](#)
- ✓ [Mesures ESS](#)
- ✓ [Questions-réponses handicap](#)
- ✓ <https://entreprise.inclusion.beta.gouv.fr/>

Chômage

- ✓ [Décret n° 2020-361 du 27 mars 2020 portant modification du décret n° 2019-797 du 26 juillet 2019 modifié relatif au régime d'assurance chômage](#)
- ✓ [Décret n° 2020-425 du 14 avril 2020 portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421-2 du code du travail](#)
- ✓ [Arrêté du 16 avril 2020 portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421-2 du code du travail](#)
- ✓ [Pôle emploi face à la crise sanitaire COVID-19 - Réponses aux questions des demandeurs d'emploi et des entreprises](#)
- ✓ [Communiqué Mobilisation emploi](#)
- ✓ [Questions-réponses sur l'indemnisation du chômage](#)

Travailleurs étrangers

- ✓ [Communiqué du Ministère de l'Intérieur](#)
- ✓ [Communiqué du Ministère du Travail sur la situation des travailleurs frontaliers](#)
- ✓ [Certificat Belgique](#)
- ✓ [Etrangers en France : prolongation de la validité des titres de séjour](#)
- ✓ [FAQ Ministère des affaires étrangères](#)

Culture

- ✓ [Employeurs culturels face aux impacts de la crise de coronavirus](#)

Engagement contre le Covid-19

- ✓ <https://covid19.reserve-civique.gouv.fr/>
<https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/presse/communiqués-de-presse/article/precisions-des-modalites-selon-lesquelles-les-francais-peuvent-choisir-d-aller>
- ✓ <https://www.avocat.fr/actualites/operation-covid-19-avocats-solidaires>
- ✓ <https://www.solidaires-handicaps.fr/>

Nous vous transmettrons dans les meilleurs délais les nouveaux textes dès qu'ils nous seront connus.

Bon courage à tous. Prenez soin de vous et de vos proches.

L'équipe Fidere Avocats